

Développement du rail : l'utilisateur doit passer à la caisse

De plus en plus utilisée, l'infrastructure ferroviaire nécessitera des travaux de renouvellement et d'extension ciblés ces prochaines années. Cela coûtera de l'argent, alors même qu'actuellement le financement de l'entretien du réseau existant n'est pas entièrement assuré.

La consultation sur le projet « Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire » est en cours. Pour l'économie, la situation est claire : l'extension du réseau ne doit pas être financée par de nouveaux impôts et des subventions croisées provenant du transport routier.

La solution, ce sont les usagers du rail. Les trains quotidiennement bondés prouvent l'existence d'une vraie demande. Mais ils démontrent aussi et surtout que les tarifs actuels sont beaucoup trop bas sur de nombreuses lignes très fréquentées. Le prix payé par le titulaire d'un abonnement s'éloigne de plus en plus des coûts effectifs. Cette politique de subvention des prix, économiquement absurde, crée des incitations inopportunes sous l'angle de l'aménagement du territoire. Elle ne doit pas continuer. Il importe au contraire de renforcer à nouveau le principe de causalité : l'utilisateur du rail doit payer davantage. En particulier, celui qui voyage souvent aux heures de pointe doit s'acquitter de tarifs plus élevés. Ce principe appliqué depuis longtemps dans l'aviation pourrait être la solution pour le rail.